

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 décembre 2024

J'ai placé à la suite de cette causerie, un petit texte que j'ai rédigé ces derniers jours, je l'ai inséré dans la rubrique *Défense du marxisme*. Je ne voulais pas l'imposer aux lecteurs qui ne se reconnaissent ni dans le marxisme ni dans le socialisme, il y en a...

J'ai un autre texte en court de rédaction, la suite sur la démocratie, dont on feint d'ignorer pourquoi elle figure en bonne place dans la propagande de la réaction.

En substance, on pourrait dire, que sur le plan politique elle est l'incarnation dénaturée ou sublimée de la lutte contre les inégalités, qui, lorsqu'on prend la peine d'examiner leurs origines, révèlent qu'elles sont irréductibles, parce qu'elles sont propres à la diversité de l'espèce humaine. Pour cette raison, cette lutte contre les inégalités devrait revêtir un caractère strictement politique, et se livrer exclusivement sur le terrain de la lutte des classes.

Force est de constater, que chaque fois qu'elle se déroule sur un tout autre terrain, elle aboutit à une grande confusion, elle se transforme en son contraire ou conduit à la collaboration de classes dont tire profit exclusivement les exploités et les opprimés.

Surtout, faite attention à ne pas trop penser ou vous surmener !

Lu.

Le cerveau est alimenté par l'un des réseaux de vaisseaux sanguins les plus riches du corps humain.

À chaque battement du cœur, les artères apportent au cerveau entre 20 et 25% du sang. Les milliards de cellules cérébrales y puisent environ 20% de l'oxygène et de l'énergie transportés par le sang.

Et jusqu'à 50% lors d'un effort de réflexion important.

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Ils font bon ménage !

**Marine Le Pen ménage (déjà) François Bayrou après son entrevue à Matignon - Le HuffPost
16 décembre 2024**

La cheffe des députés RN, qui a inauguré le cycle de consultations ouvert par le Premier ministre, a eu le sentiment d'être « *écoutée* » et retient, pour le moment, ses coups.

Opération réussie pour le RN, désireux de se débarrasser de ses habits de paria après le barrage républicain opéré contre lui au second tour des élections législatives ? « J'ai été écoutée », se félicite en tout cas Marine Le Pen, qui affirme toutefois qu'il est « *trop tôt pour dire si nous avons été entendus* ».

Plus besoin "d'accord de non-censure", ils sont déjà passés à l'Union nationale, ouf, enfin !

Gouvernement Bayrou: "pas d'accord de non-censure" à l'issue de l'entretien entre le PS et le Premier ministre - BFMTV 16 décembre 2024

Budget : la loi spéciale adoptée par les 481 députés à l'Assemblée nationale, un répit avant les nouveaux débats - Paris Match 17 décembre 2024

La dernière fois, c'était il y a plus de 40 ans. Après 1979, l'Assemblée nationale a une nouvelle fois adopté à l'unanimité, soit 481 voix, la « *loi spéciale* » ce lundi. En cas de crise et pour éviter un shutdown, elle autorise l'exécutif à prélever l'impôt et à emprunter pour financer l'État et la Sécurité sociale.

Constatant que « *l'adoption 2025 n'interviendra pas avant plusieurs mois* », le rapporteur général du budget Charles de Courson et Eric Coquerel ont demandé au Premier ministre que puissent entrer en vigueur rapidement des dispositions fiscales faisant « *consensus* » et « *urgent (es)* ». Paris Match 17 décembre 2024

J-C – LFI (Coquerel) cautionne le budget de guerre de l'Etat capitaliste dirigé entièrement contre les travailleurs, préfigurant la politique qu'appliquerait le NFP s'il était au pouvoir, d'une certaine manière après cette sortie de Coquerel, c'est comme s'ils y étaient déjà.

Parole d'internaute.

Savez- vous que :

- 1) Une partie des taxes sur le tabac, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 7,8 milliards.
- 2) Une partie des taxes sur l'alcool, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 3,5 milliards.
- 3) Une partie des primes d'assurances automobiles, destinées à la Sécu, n'est pas reversée 1,6 milliard.
- 4) La taxe sur les industries polluantes, destinée à la Sécu, n'est pas reversée: 1,2 milliard.
- 5) La part de TVA, destinée à la Sécu, n'est pas reversée : 2 milliards.
- 6) Retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés : 2,1 milliards.

7) Retard de paiement par les entreprises : 1,9 milliard.

En faisant une bête addition, on arrive au chiffre de : 20,1 milliards d'Euros.

Conclusion : Si les responsables de la Sécu et nos gouvernants faisaient leur boulot efficacement et honnêtement, si chacune des institutions reversait ce qu'elle doit chaque année, les prétendus 11 milliards de trou seraient aujourd'hui 9 milliards d'excédent !

Ces chiffres ne sont pas inventés ; vous pouvez les consulter sur le site de la Sécu ; ils sont issus du rapport des comptes de la Sécu.

Etat juif génocidaire.

Israël ferme son ambassade en Irlande à cause de la position de Dublin sur la Palestine - RT 16 déc. 2024

«Aujourd'hui, j'ai ordonné la fermeture de l'ambassade d'Israël en Irlande», a annoncé le chef de la diplomatie israélienne Gideon Saar le 15 décembre sur la plateforme X.

Selon le ministre israélien des Affaires étrangères, «*les actions, les doubles standards et la rhétorique antisémite du gouvernement irlandais contre Israël trouvent leur origine dans des efforts visant à délégitimer et à diaboliser l'État juif*». Le gouvernement irlandais, a-t-il poursuivi, «*a reconnu un "État palestinien" lors des attaques contre Israël (une démarche saluée par le Hamas), a tenté de redéfinir le "génocide" dans le droit international pour soutenir des accusations sans fondement contre Israël devant la CIJ*».

L'Irlande a réagi à la déclaration de Gideon Saar, déplorant «*une décision profondément regrettable de la part du gouvernement Netanyahu*». «*Je rejette totalement l'affirmation selon laquelle l'Irlande est anti-israélienne*», écrit le Premier ministre irlandais, Simon Harris, sur son compte X. En novembre, le chef du gouvernement avait fait savoir que les autorités de son pays arrêteraient le Premier ministre, Benjamin Netanyahu s'il se rendait en Irlande, après l'émission par la CPI d'un mandat d'arrêt à son encontre.

Syrie.

Le «terrorisme international comme une révolution de libération», c'est quoi ? L'OTAN, la CIA, le Mossad, le MI6, le MIT !

La Syrie «désormais aux mains des terroristes», affirme Assad dans sa première déclaration depuis Moscou - RT 16 déc. 2024

De «*fausses informations*» et des «*récits très éloignés de la vérité*» ont tenté de présenter le «*terrorisme international comme une révolution de libération*» en Syrie, affirme ce 16 décembre le président déchu Bachar el-Assad dans sa première déclaration depuis Moscou après son départ de Syrie le 8 décembre.

Assad, qui s'exprime pour la première fois sur les circonstances ayant conduit à son départ, assure que *«pas une seule fois au cours des événements qui ont eu lieu en Syrie»* il n'avait envisagé la possibilité de démissionner et de fuir. (On n'en a jamais douté. Mille fois il aurait pu fuir depuis 2011 quand sa tête fut mise à prix. – J-C)

« À aucun moment je n'ai envisagé de démissionner ou de chercher refuge, et une telle proposition n'a été faite par aucun parti. La seule voie d'action était de continuer à combattre l'assaut terroriste », assure-t-il. Jusqu'à ce que les événements l'aient contraint à partir, justifie-t-il. *« Lorsque l'État tombe entre les mains du terrorisme et que la capacité à apporter une contribution significative est perdue, tout poste de responsabilité devient dépourvu de sens et [...] inutile ».*

« Mon départ de Syrie n'était pas prémédité et n'a pas non plus eu lieu durant les dernières heures de la bataille, contrairement à certaines allégations », a tenu à préciser Bachar el-Assad dans sa déclaration. Il a annoncé qu'il était resté à Damas jusqu'au petit matin du 8 décembre et qu'il n'avait quitté le pays que dans la soirée de ce jour-là.

Il a expliqué qu'il s'était rendu dimanche 8 décembre à la base aérienne russe de Hmeimim, à Lattaquié, pour *« superviser les opérations de combat »*, jusqu'à ce qu'il soit évacué vers la capitale russe à l'initiative de Moscou.

Le président syrien déchu a également insisté sur le fait que depuis son départ, Damas était désormais gouvernée par les terroristes, tout en promettant qu'une explication *« complète et détaillée »* des événements serait présentée ultérieurement. RT et courrierinternational.com

Syrie: plusieurs chancelleries étrangères prennent contact avec le nouveau pouvoir - BFMTV 16 décembre 2024

Après Washington samedi, le Royaume-Uni a annoncé dimanche avoir établi des *"contacts diplomatiques"* avec HTS.

HTS *"reste une organisation terroriste interdite (au Royaume-Uni), mais nous pouvons avoir des contacts diplomatiques"*, a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy.

De son côté, la France a annoncé l'envoi d'une mission diplomatique mardi à Damas, la première depuis 12 ans, pour *"établir de premiers contacts"* avec les nouvelles autorités. Doha a de son côté annoncé la réouverture mardi de son ambassade en Syrie après l'arrivée dimanche d'une délégation qatarie dans le pays où elle a rencontré les nouvelles autorités.

La Turquie, acteur majeur dans le conflit en Syrie et soutien des nouvelles autorités, avait déjà rouvert samedi son ambassade à Damas après plus de 12 ans de fermeture.

L'Union européenne envoie lundi un haut représentant à Damas pour rencontrer les dirigeants du nouveau pouvoir syrien, dominé par des islamistes

Les États-Unis et Israël ont détruit la Syrie et ont appelé cela la paix - consortiumnews.com 13 décembre 2024

La chute de la Syrie cette semaine est le point culminant de la campagne israélo-américaine contre le pays, qui remonte à 1996, avec l'arrivée au pouvoir de Netanyahu comme Premier ministre. La guerre israélo-américaine contre la Syrie s'est intensifiée en 2011 et 2012, lorsque l'ancien président américain Barack Obama a secrètement chargé la CIA de renverser le gouvernement syrien dans le cadre de l'opération Timber Sycamore .

Cet effort a finalement porté ses fruits cette semaine, après plus de 300 000 morts dans la guerre syrienne depuis 2011.

La chute de la Syrie est survenue rapidement en raison de plus d'une décennie de sanctions économiques écrasantes, du fardeau de la guerre, de la saisie du pétrole syrien par les États-Unis, des priorités de la Russie concernant le conflit en Ukraine et, plus immédiatement, des attaques d'Israël contre le Hezbollah, qui était le principal soutien militaire du gouvernement syrien.

Assad a sans doute souvent mal joué ses cartes et a dû faire face à un profond mécontentement interne, mais son régime a été pendant des décennies ciblé par les États-Unis et Israël pour s'effondrer.

Avant que la campagne américano-israélienne visant à renverser Assad ne commence en 2011, la Syrie était un pays à revenu intermédiaire en pleine croissance. En janvier 2009, le Conseil d'administration du FMI déclarait :

« Les administrateurs ont salué les bons résultats macroéconomiques obtenus par la Syrie ces dernières années, comme en témoignent la croissance rapide du PIB hors pétrole, le niveau confortable des réserves de change et la faiblesse et la baisse de la dette publique. Ces résultats reflètent à la fois la vigueur de la demande régionale et les efforts de réforme des autorités pour évoluer vers une économie davantage axée sur le marché. »

Depuis 2011, la guerre perpétuelle d'Israël et des États-Unis contre la Syrie, qui comprend les bombardements, les djihadistes, les sanctions économiques, la saisie des champs pétroliers syriens par les États-Unis, et bien plus encore, a plongé le peuple syrien dans la misère.

La longue histoire de la campagne israélienne visant à renverser le gouvernement syrien n'est pas largement comprise, mais les documents qui en témoignent sont clairs.

La guerre d'Israël contre la Syrie a commencé avec les néoconservateurs américains et israéliens en 1996, qui ont élaboré une stratégie de « *rupture nette* » pour le Moyen-Orient pour Netanyahu lors de son arrivée au pouvoir.

Le cœur de la stratégie de la « *rupture nette* » appelait Israël (et les États-Unis) à rejeter la « *terre contre la paix* », l'idée selon laquelle Israël se retirerait des terres palestiniennes occupées en échange de la paix.

Au lieu de cela, Israël conserverait les terres palestiniennes occupées, gouvernerait le peuple palestinien dans un État d'apartheid, procéderait à un nettoyage ethnique progressif de l'État et imposerait la soi-disant « *paix pour la paix* » en renversant les gouvernements voisins qui résistaient aux revendications territoriales d'Israël.

La stratégie de la Rupture nette affirme que « notre revendication sur la terre – à laquelle nous nous accrochons depuis 2000 ans – est légitime et noble », et poursuit :

« *La Syrie défie Israël sur le sol libanais. Une approche efficace, à laquelle les Américains peuvent adhérer, serait qu'Israël prenne l'initiative stratégique le long de ses frontières nord en engageant le Hezbollah, la Syrie et l'Iran, principaux agents d'agression au Liban...* »

Dans son livre *Fighting Terrorism* (Lutte contre le terrorisme), publié en 1996, Netanyahou a exposé sa nouvelle stratégie. Israël ne combattrait pas les terroristes, mais les États qui les soutiennent. Plus précisément, il demanderait aux États-Unis de se battre pour Israël. Comme il l'a expliqué en 2001 :

« *La première chose, et la plus importante, à comprendre est la suivante : il n'y a pas de terrorisme international sans le soutien des États souverains. [...] Supprimez tout ce soutien étatique, et tout l'échafaudage du terrorisme international s'effondrera en poussière.* »

La stratégie de Netanyahou a été intégrée à la politique étrangère américaine. La défaite de la Syrie a toujours été un élément clé du plan. Cela a été confirmé par le général Wesley Clark après le 11 septembre.

Lors d'une visite au Pentagone, on lui a dit : « *Nous allons attaquer et détruire les gouvernements de sept pays en cinq ans. Nous commencerons par l'Irak, puis nous passerons à la Syrie, au Liban, à la Libye, à la Somalie, au Soudan et à l'Iran.* »

L'Irak serait le premier pays à être touché, suivi de la Syrie et des autres. (La campagne de Netanyahou en faveur de la guerre en Irak est décrite en détail dans le nouveau livre de Dennis Fritz, *Deadly Betrayal*. Le rôle du lobby israélien est expliqué dans le nouveau livre d'Ilan Pappé, *Lobbying for Zionism on Both Sides of the Atlantic*).

L'insurrection qui a frappé les troupes américaines en Irak a retardé le calendrier de cinq ans, mais n'a pas modifié la stratégie de base.

Les États-Unis ont jusqu'à présent mené ou parrainé des guerres contre l'Irak (invasion en 2003), le Liban (financement et armement d'Israël par les États-Unis), la Libye (bombardement de l'OTAN en 2011), la Syrie (opération de la CIA dans les années 2010), le Soudan (soutien aux rebelles pour diviser le Soudan en 2011) et la Somalie (soutien à l'invasion de l'Éthiopie en 2006).

Une éventuelle guerre américaine contre l'Iran, ardemment recherchée par Israël, est toujours en suspens.

Aussi étrange que cela puisse paraître, la CIA a soutenu à plusieurs reprises les djihadistes islamistes dans ces guerres, et ces derniers viennent de renverser le régime syrien. Après tout, la CIA a contribué à la création d'Al-Qaïda en formant, en armant et en finançant les moudjahidines en Afghanistan à partir de la fin des années 1970.

Oui, Oussama ben Laden s'en est ensuite pris aux États-Unis, mais son mouvement était tout de même une création américaine. Ironiquement, comme le confirme Seymour Hersh, ce sont les services de renseignements d'Assad qui « *ont prévenu les États-Unis d'un attentat imminent d'Al-Qaïda contre le quartier général de la cinquième flotte de la marine américaine* ».

L'opération *Timber Sycamore* était un programme secret de la CIA lancé par Obama pour renverser Bachar al-Assad et doté d'un budget d'un milliard de dollars. La CIA finançait, formait et fournissait des renseignements à des groupes islamistes radicaux et extrémistes.

La CIA a également mis en place une « *ligne rouge* » pour acheminer des armes depuis la Libye (attaquée par l'OTAN en 2011) vers les djihadistes en Syrie. En 2014, Seymour Hersh a décrit cette opération dans son article « *The Red Line and the Rat Line* » :

« *Une annexe hautement confidentielle du rapport, non rendue publique, décrit un accord secret conclu début 2012 entre les administrations Obama et Erdogan. Il porte sur la ligne de transport de marchandises. Selon les termes de l'accord, le financement provenait de Turquie, ainsi que de l'Arabie saoudite et du Qatar ; la CIA, avec le soutien du MI6, était responsable de l'acheminement des armes des arsenaux de Kadhafi vers la Syrie.* »

Peu de temps après le lancement de Timber Sycamore, en mars 2013, lors d'une conférence conjointe du président Obama et du Premier ministre Netanyahu à la Maison Blanche, Obama a déclaré :

« *En ce qui concerne la Syrie, les États-Unis continuent de travailler avec leurs alliés et amis ainsi qu'avec l'opposition syrienne pour hâter la fin du règne d'Assad.* »

Dans la mentalité sioniste américano-israélienne, un appel à la négociation de la part d'un adversaire est considéré comme un signe de faiblesse de ce dernier. Ceux qui appellent à des négociations de l'autre côté finissent généralement par mourir – assassinés par Israël ou par des agents américains

Nous avons pu le constater récemment au Liban. Le ministre libanais des Affaires étrangères a confirmé que Hassan Nasrallah, ancien secrétaire général du Hezbollah, avait accepté un cessez-le-feu avec Israël quelques jours avant son assassinat.

Le Hezbollah est prêt depuis longtemps à accepter un accord de paix conforme aux souhaits du monde arabo-islamique, qui préconise une solution à deux États. De même, au lieu de négocier pour mettre fin à la guerre à Gaza, Israël a assassiné le chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, à Téhéran.

De même, en Syrie, au lieu de permettre l'émergence d'une solution politique, les États-Unis se sont opposés au processus de paix à plusieurs reprises.

En 2012, l'ONU avait négocié un accord de paix en Syrie, mais les Américains avaient exigé le départ d'Assad dès le premier jour de la signature de l'accord. Les États-Unis voulaient un changement de régime, pas la paix.

En septembre, Netanyahu s'est adressé à l'Assemblée générale avec une carte du Moyen-Orient divisée entre « *bénédiction* » et « *malédiction* », le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran faisant partie de la malédiction de Netanyahu.

La véritable malédiction est la voie du chaos et de la guerre empruntée par Israël, qui a désormais englouti le Liban et la Syrie, avec le fervent espoir de Netanyahu d'entraîner également les États-Unis dans une guerre contre l'Iran.

Les États-Unis et Israël se félicitent d'avoir réussi à détruire un autre adversaire d'Israël et défenseur de la cause palestinienne, Netanyahu s'attribuant le mérite d'avoir « *lancé ce processus historique* ».

Il est fort probable que la Syrie succombe désormais à la poursuite de la guerre entre de nombreux protagonistes armés, comme cela s'est produit lors des précédentes opérations de changement de régime menées par les États-Unis et Israël.

En bref, l'ingérence américaine, à la demande de l'Israël de Netanyahou, a laissé le Moyen-Orient en ruines, avec plus d'un million de morts et des guerres ouvertes faisant rage en Libye, au Soudan, en Somalie, au Liban, en Syrie et en Palestine, et avec l'Iran au bord d'un arsenal nucléaire, poussé contre ses propres inclinations vers cette éventualité.

Bande de Gaza : Un soldat israélien qualifie son armée de «noire plus que le noir» « la vie des Palestiniens est pire que celle d'un chien». 22 martyrs ce samedi - Réseau International 15 décembre 2024

Par Al-Manar

Un soldat revenu après avoir servi dans la bande de Gaza a assuré pour le quotidien israélien Haaretz que l'armée d'occupation y commet «des crimes de guerre méthodiques».

«Ce qui se passe dans l'enclave ne peut être digéré, la vie des Palestiniens est pire que celle des chiens», a assuré Haïm Har Zhav qui faisait son service dans le passage de Netzarim occupée par l'armée d'occupation.

Et d'ajouter qu'il n'y a aucune restriction pour les tirs de feu contre les Palestiniens. «Des bâtiments sont détruits et on tire sur chaque palestinien qui s'approche d'une ligne frontalière qui n'est pas claire au nord de la bande de Gaza».

«Les crimes et les destructions s'alternent sans distinction», a-t-il aussi indiqué estimant que cette politique ne sert pas les objectifs de la guerre.

Selon lui, les objectifs déclarés de la guerre telle que la restitution des captifs ne font plus partie du discours. «La majeure partie de cette guerre est grise et complexe. Cette guerre était justifiée au début après les événements du 7 octobre 2023, mais en vérité d'après son déroulement, elle n'a jamais été une guerre juste».

«L'armée est plus noire que le noir», a conclu le soldat israélien.

L'armée d'occupation poursuit son génocide dans la bande de Gaza en bombardant les maisons sur la tête de leurs habitants. Les bombardements se concentrent dans le nord et le centre.

Un bombardement d'artillerie sur le nord-ouest du camp de Nusseirat dans le centre a détruit à l'aube de ce samedi des bâtiments résidentiels. Des familles entières y ont été décimées. Les bombardements aériens et d'artillerie ont frappé des maisons à Jabalia, l'école al-Majida qui héberge des déplacés au nord-est de Gaza où 5 martyrs et 20 blessés ont été déplorés, l'hôpital Kamal Adwan, le seul encore en activité au nord de l'enclave où une ambulance a été frappée de plein fouet, les maisons dans le quartier Zeytoun où trois membres de la famille Rachid sont tombés en martyrs et 5 autres blessés, le quartier al-Touffah à l'est de Gaza City où des hélicoptères ouvrent le feu sur tout ce qui bouge dans ses régions nord, le quartier al-Amal à Khan Younes au sud, sur la

localité Absane Jadida a l'est de Khan Younes où 2 martyrs ont été signalés, Rafah où 2 martyrs ont succombé...

Des dizaines de maisons dans le quartier al-Khoulafa à Jabalia ont été incendiées. D'autres maisons ont été dynamitées à Beit Lahia...

Depuis l'aube, 22 martyrs palestiniens ont été recensés. Le photographe de l'Université Palestine Abdel Rahman al-Qasas et le journaliste Mohamad Baaloucha en font partie.

Le bilan des martyrs est monté à 44 875 et celui des blessés à 106 454. Sachant que celui de ceux qui ont péri sous les décombres et n'ont pas été dégagés dépasse les 10 000.

«Il n'y a plus de médecins spécialistes, ni services, ni médicaments, ni équipements médicaux et nos patients meurent en raison du manque des médicaments et la pénurie d'oxygène», a déploré le ministre de la Santé à Gaza, assurant que «l'occupation œuvre pour annihiler la vie dans la bande de Gaza afin qu'elle ne soit plus vivable».

La Syrie «libérée» par ses démolisseurs - Réseau International 15 décembre 2024

Par Manlio Dinucci

Abou Mohammed al-Joulani, qui de fait détient aujourd'hui le pouvoir à Damas, a une histoire éloquent : il commence sa militance djihadiste dans les rangs d'Al-Qaïda comme collaborateur de Abou Bakr al-Baghdadi, le «calife» qui en 2013 fonde l'ISIS, l'«État Islamique de l'Irak et de la Syrie». En 2011, pendant la phase préparatoire, al-Baghdadi l'envoie en Syrie avec des fonds importants pour créer le Front al-Nosra, faction formellement autonome mais en réalité appartenant à l'État islamique.

La faction d'al-Joulani participe dès sa naissance à l'opération USA-OTAN pour démolir l'État syrien. Une des raisons de cette opération est le fait que Syrie, Iran et Irak avaient signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui aurait dû relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et donc à la Méditerranée et à l'Europe, créant un corridor énergétique alternatif à ceux qui traversent la Turquie et d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes.

La guerre couverte en Syrie commence par une série d'attentats terroristes, effectués surtout à Damas et Alep. Des centaines de forces d'élite britanniques SAS opèrent en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. Le commandement des opérations est à bord de navires OTAN dans le port d'Alexandrette en Turquie. La force de choc est constituée par une armée de groupes islamistes provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Les armes arrivent à travers un réseau international organisé par la CIA, qui les fournit aux groupes infiltrés en Syrie, d'abord entraînés en territoire turc et jordanien. L'opération est dirigée par le quartier-général avancé du Commandement Central USA dans la base qatarie d'Al Udeid. En ce point Moscou décide en 2015, à la demande de Damas, d'intervenir directement en soutien de l'armée syrienne. L'intervention, effectuée par des forces aériennes, démontre que la «Coalition anti-ISIS» conduite par les USA faisait semblant de combattre l'ISIS. En un peu plus de deux ans la coalition russo-syrienne libère environ les trois quarts du territoire national, tombés dans les mains de l'ISIS et autres mouvements soutenus par les USA.

En 2016 al-Joulani interrompt formellement les liens avec Al-Qaïda, en rebaptisant le groupe Jabhat Fatah al-Sham puis Hayat Tahrir al-Cham (HTS) en 2017. Sous Joulani, l'HTS devient la force dominante à Idlib, la plus grande place-forte des « rebelles » dans le Nord-Ouest de la Syrie. Soutenue notamment par la Turquie, la faction d'al-Joulani se prépare pendant une année à l'opération en Syrie. Elle est dans cet objectif armée à travers des canaux secrets et entraînée par les forces spéciales Khimik du Renseignement ukrainien. Entrée en Syrie le 8 novembre, la faction armée islamiste d'al-Joulani avance rapidement et conquiert Damas le 7 décembre. L'armée syrienne n'oppose aucune résistance significative, symptôme d'une désagrégation interne avérée par le fait que, alors que le président Assad reçoit l'asile en Russie, le personnel de l'ambassade syrienne à Moscou hisse le drapeau des « rebelles » islamistes qui viennent de conquérir Damas.

Tandis que les États-Unis confirment être en contact avec les « rebelles » à travers la Turquie, Israël s'approprie un autre morceau de territoire syrien sur les Hauteurs du Golan et effectue des centaines d'attaques aériennes, définies comme « défensives », contre des ports et aéroports syriens. La conquête de la Syrie par ces forces constitue un coup dur à la fois pour l'Iran, qui voit s'affaiblir le front de résistance à l'offensive israélienne au Moyen-Orient soutenue par USA, OTAN et UE, et pour la Russie qui perd quasi certainement l'accès au port syrien de Tartous, unique port d'ancrage pour ses navires militaires en Méditerranée, et risque le ralentissement ou l'interruption du Corridor de Transport Nord-Sud qui, à travers le Moyen-Orient, lui permet de contourner le blocus à l'Ouest.

J-C – Comme s'il ne la connaissait pas ! RT nous prend pour des cons !

Le Hezbollah attend de connaître la position des nouveaux maîtres de Damas à l'égard d'Israël - RT16 déc. 2024

Le secrétaire général du Hezbollah Naïm Qassem est revenu longuement sur les récents événements en Syrie, évoquant aussi son positionnement à l'égard des nouveaux maîtres de Damas. Dans une allocution prononcée dans la soirée du 14 décembre, le successeur de Hassan Nasrallah a exprimé l'espoir que le nouveau régime de Damas ne « normalisera pas » ses relations avec Israël. « Nous avons soutenu la Syrie car elle a contribué à renforcer les capacités de la résistance à travers son territoire vers le Liban et la Palestine. Aujourd'hui, le régime est tombé. Nous ne pourrions juger les nouvelles forces que quand elles prendront des positions claires et que la situation se normalisera en Syrie », a-t-il expliqué, indiquant que la position du parti chiite évoluera en fonction de la politique des djihadistes au pouvoir.

Naïm Qassem a en outre admis que « le Hezbollah a perdu la voie d'approvisionnement militaire via la Syrie, estimant néanmoins qu'il s'agit d'un petit détail qui peut changer avec le temps ». « Cette voie peut être restaurée avec le nouveau régime, tout comme nous pouvons trouver de nouveaux moyens », a-t-il espéré en indiquant que ce qui se passe en Syrie ne touchera pas le Liban.

Au sujet du pays du Cèdre, le programme du Hezbollah pour la prochaine phase au Liban est « la mise en œuvre de l'accord au sud du fleuve Litani, la reconstruction, l'élection d'un chef de l'État le 9 janvier et le dialogue positif sur les points qui posent problème », a affirmé Naïm Qassem. Il a ainsi souligné la nécessité d'« unifier la position du Liban face à l'occupation israélienne du pays, de discuter des moyens de renforcer l'armée et de la stratégie de défense au Liban ». « L'ennemi s'est rendu compte que l'horizon était bouché dans la lutte contre la résistance et s'est donc tourné vers un accord (de cessez-le-feu) pour mettre fin à son agression », a encore estimé Naïm Qassem. Selon lui, cet accord « vise à cesser l'agression, pas la résistance, et se limite au sud du Litani ». Il a aussi affirmé que le Hezbollah est resté « patient face à des centaines de violations israéliennes afin de ne

pas être un obstacle à l'accord et de mettre les personnes concernées face à leurs responsabilités». Une référence aux nombreuses violations par l'armée israélienne de la trêve avec le Hezbollah. Les attaques de Tshal ont fait plus de 30 morts au Liban depuis l'officialisation du cessez-le-feu.

Les dirigeants libanais divisés sur les nouveaux maîtres de Damas - RT 16 déc. 2024

Hayat Tahrir el-Cham (HTC) est loin de faire l'unanimité au pays du Cèdre. Si certains partis politiques ont salué le renversement de Bachar el-Assad, d'autres sont plus nuancés sur l'avenir des relations libano-syriennes.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle page s'ouvre en Syrie, les relations bilatérales traversent une période très incertaine, notamment aux yeux des rebelles, pour qui le Liban a parfois été du mauvais côté de l'histoire. Depuis la chute de l'ancien Raïs de Damas le 8 décembre dernier, plusieurs responsables libanais ont déjà pris langue avec le nouveau régime. Le chef emblématique de la communauté druze, Walid Jumblatt, a appelé le 14 décembre Abou Mohammad al-Joulani, de son vrai nom Ahmad el-Chareh, le chef de Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Le leader druze s'apprête notamment à se rendre à Damas pour rencontrer les nouveaux dirigeants syriens. Walid Jumblatt a notamment salué *«la grande victoire contre le régime de répression et la liberté recouvrée après 54 ans de tyrannie»*. Les deux responsables ont insisté sur l'unité du territoire syrien face aux projets *«qui pourraient faire du tort aussi bien à la Syrie qu'au Liban»*. Ils ont également mis en garde contre les *«agissements suspects»* des partisans de Bachar el-Assad, qui pourraient *«coopérer avec les ennemis de la Syrie»*. Walid Jumblatt pourrait être un intermédiaire de poids pour la communauté druze syrienne présente dans le sud du pays.

De plus, une délégation de religieux sunnites libanais a rencontré le nouveau chef de Damas, notamment le cheikh Salem al-Rafeï. La communauté sunnite au Liban a fêté la chute de Bachar el-Assad. D'autres partis, à l'instar des Forces libanaises et du parti des Kataëb, étaient favorables à un renversement de Bachar el-Assad en Syrie, mais ils n'ont pas eu de liens directs avec Hayat Tahrir el-Cham (HTC).

Quant aux relais politiques du parti Baas au Liban, ils sont dorénavant orphelins. C'est le cas du Parti social nationaliste syrien (PSNS) et le Parti Baas arabe socialiste au Liban, mais aussi un cortège de personnalités implantées au Liban par Damas dans l'objectif d'asseoir son influence. Cette galaxie politique, qui vouait une fidélité sans réserve à la dynastie des Assad, doit s'adapter à une nouvelle conjoncture.

Allemagne.

Le Bundestag vote une motion de censure contre Olaf Scholz - RT 16 déc. 2024

Lors d'une session extraordinaire le 16 décembre, le Bundestag (le Parlement allemand) a refusé de faire confiance au gouvernement d'Olaf Scholz, chancelier allemand. 394 députés ont voté en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, 207 ont soutenu le cabinet Scholz et 116 se sont abstenus. Un vote de défiance requiert au moins 367 voix.

Le Bundestag ayant exprimé sa défiance à l'égard du gouvernement, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier dispose désormais de 21 jours, conformément à l'article 68 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Constitution), pour dissoudre le Parlement et convoquer de nouvelles élections. Il peut refuser cette mesure et maintenir le gouvernement minoritaire dirigé par Scholz, mais cela est peu probable (dans l'histoire de l'Allemagne, chaque fois que le Bundestag a refusé de faire confiance au gouvernement, celui-ci a été dissous et de nouvelles élections ont été organisées). Selon les délais légaux, les élections doivent avoir lieu au plus tard 60 jours après le vote de défiance du Bundestag.

La chancelière a proposé le 23 février comme date possible pour des élections anticipées (les prochaines élections en Allemagne étaient prévues pour septembre 2025).

La session extraordinaire du Bundestag s'est ouverte sur un discours d'Olaf Scholz, dans lequel il a souligné qu'il posait la question de la confiance dans le gouvernement non seulement aux députés, mais aussi aux électeurs. *«Mon objectif est de promouvoir les élections fédérales. Lors de ces élections, les citoyens pourront déterminer l'orientation politique du pays. C'est pourquoi j'adresse aujourd'hui aux électeurs un vote de confiance»*, a-t-il déclaré. Scholz a également vivement critiqué les démocrates libres, les tenant pour responsables de l'effondrement de la coalition. *«La politique n'est pas un jeu, chers collègues. L'entrée au gouvernement exige une maturité morale correspondante. Quiconque entre au gouvernement est responsable de l'ensemble du pays»*, a souligné le chancelier allemand.

J-C- C'est valable pour tous les gouvernements, si on les prend aux mots.

Question : Ne seraient pas eux qui auraient reproché à Bachar al-Assad de ne plus être "*responsable de l'ensemble (de son) pays*", la Syrie, alors qu'il n'entendait pas céder à ses agresseurs, qui seraient mal placés pour revendiquer la *«maturité morale»* dont il fit preuve en assumant jusqu'au bout ses responsabilités ou tenter de préserver l'intégrité et la souveraineté de la Syrie, qui désormais n'existe plus.

Pologne.

La Pologne appelle à cesser le dialogue avec l'Ukraine à cause des massacres en Volhynie - RT 16 déc. 2024

Varsovie devrait cesser le dialogue avec Kiev jusqu'à ce que les corps des victimes des massacres des Polonais en Volhynie soient exhumés dans le respect des conditions formulées par la Pologne, écrit Katarzyna Sokolowska, directrice de la fondation polonaise Wołyń Pamiętamy (La Volhynie se souvient), sur le portail Myśl Polska. *«Il est impossible de traiter un pays qui construit son identité sur l'idéologie criminelle de Bandera en tant que partenaire, et nous ne pouvons en aucun cas parler d'amitié lorsque des meurtriers et des génocidaires sont élevés sur des piédestaux de gloire»*, a-t-elle indiqué.

Katarzyna Sokolowska a demandé à Kiev de reconnaître les massacres des Polonais en Volhynie comme un génocide de la nation polonaise, de punir les responsables et d'abandonner l'idéologie de Bandera. *«Nous, le peuple polonais, tenons à vous rappeler que l'ambassadeur polonais en Ukraine, Piotr Loukaciewitch, devrait représenter nos intérêts et ne pas chercher l'amitié entre les nations à tout prix sur les ossements des Polonais assassinés»*, a-t-elle ajouté.

Géorgie.

Géorgie : le candidat d'extrême droite et antioccidental Mikhaïl Kavelachvili élu président de la République lors d'un vote controversé - franceinfo/AFP 14 décembre 2024

L'ancien footballeur était le seul nom proposé au collège électoral, qui a voté en l'absence des partis d'opposition.

Un résultat sans surprise. Le candidat antioccidental Mikhaïl Kavelachvili, seul nom en lice, a été élu à 53 ans président de la République de Géorgie par le collège électoral samedi 14 décembre. Il a recueilli 224 voix sur les 225 exprimés, lors d'un scrutin largement boycotté par les oppositions. Une manifestation est en cours depuis samedi matin devant le Parlement, où s'est déroulé le vote. Ancien footballeur, connu pour ses positions nationalistes et anti-LGBT, Mikhaïl Kavelachvili s'est aussi illustré lors de son passage au Parlement avec des discours enflammés contre l'opposition.

Commentaires d'internautes

1- C'est comme ça à chaque fois que le peuple ne vote pas comme il devrait...

Aussitôt, la machine de propagande européiste et de l'Otan se met à tourner à plein régime.

Au début, ça marchait à peu près. Mais le problème, c'est que c'est toujours les mêmes bobards. Ils ne se renouvellent jamais !

Constatez vous-mêmes :

Lorsque les élections amènent au pouvoir l'adversaire du candidat promu par l'Union européenne et l'Otan, l'Europe et ses médias hurlent aussitôt à la subversion, à la fraude massive et à la manipulation par le Kremlin ! L'expression démocratique est totalement refusée, des émeutes de rue sont orchestrées pour empêcher le choix du peuple et le candidat victorieux est immédiatement accusé d'être 1) illégitime, 2) populiste, 3) adorateur de Poutine, 4) trumpiste, 5) "antivax", 6) d'extrême-droite, 7) climatosceptique et 8) masculiniste !!

Aucune imagination ! C'est comme ça à tous les coups !!

2- Dans le système électoral Géorgien, le président n'est plus élu au suffrage universel direct depuis 2017 mais par un collège électoral de 300 membres. 224 membres de ce collège était du partie de ce type. L'opposition était donc certaine de perdre les élections et a décidé de ne pas présenter de candidat, mais elle n'a pas été empêchée de le faire !

Il faut rappeler que cette opposition est actuellement au pouvoir et que c'est elle qui a réformé le système électoral du président pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Elle a joué, elle a perdue et aujourd'hui elle vient pleurer que cette élection serait illégitime. Mais illégitime de quoi au juste ? Parce qu'elle a perdu une élection alors qu'elle avait trafiqué la constitution pour gagner ?

3- Tout perdant d'un scrutin est prié d'invoquer l'ingérence russe. Ça marche bien.

4- En quoi cette élection est controversée? Le candidat ne plait pas à Ursula en fait.

Défense du marxisme.

(Beaucoup de tapage autour de Cronstadt - Trotsky 15 janvier 1938)

La lecture de ce court document à valeur à la fois historique et pédagogique m'a inspiré quelques réflexions en rapport avec le développement de la situation politique internationale.

Trotsky - La révolution est « *faite* » directement par une minorité. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

J-C - Dans tous les pays capitalistes, c'est aussi une minorité qui est pouvoir, qui détient le pouvoir politique et économique, c'est la classe des capitalistes qui a rédigé une Constitution et qui a conçu des institutions pour exercer ce pouvoir. Cette classe aussi a besoin de trouver "*un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité*", la stabilité de son régime en dépend pour assurer la pérennité du capitalisme.

Quant aux "*modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe*" en dehors de situation révolutionnaire, elles vont être déterminées par "*la succession des divers stades*" auxquels seront soumises les conditions sociales des masses en fonction du développement de la crise du capitalisme ou d'autres facteurs politiques qui alimenteront la lutte des classes. C'est exactement ce à quoi nous venons d'assister en Syrie et précédemment en Irak.

Aucune minorité ne peut parvenir au pouvoir et s'y maintenir durablement, soit en recourant à un régime autoritaire, soit en y associant d'autres minorités ou en prenant en compte les besoins de la majorité d'entre elles, en prenant le risque que l'une d'entre elles revendique à son tour le pouvoir, d'où l'instauration d'un régime juridique destiné occasionnellement à réprimer toute tentative de rébellion qui ferait peser une sérieuse menace sur la stabilité du régime en place. C'est ce type de régime qui avait été instauré en Syrie et en Libye, en Irak ce fut davantage une combinaison des deux.

Que ce soit dans les pays dominants ou dominés ou plus largement tout type de société, féodal, capitaliste ou socialiste, c'est le système économique, plus précisément les classes et leur hétérogénéité qui constitue la source de division et d'affrontement, car leur statut social est inégal, bien qu'en grande partie leurs fonctions et besoins soient complémentaires, et c'est seulement dans une société sans classe que cette source d'injustice et de violence disparaîtrait au profit de l'épanouissement individuel de chacun de ses citoyens, où seules leurs aspirations complémentaires et communes pourraient enfin s'épanouir librement, la première phase correspondant au socialisme, la seconde à ce qu'on a appelé le communisme, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont imaginé puisqu'il impliquerait l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, de toute forme d'esclavage, car entraînant la disparition de tous les rapports sociaux impliquant la domination ou l'oppression d'une catégorie de la population sur une autre, dont celle des hommes sur les femmes. Je le précise pour ceux qui sont particulièrement sensibles à cette question, histoire de leur montrer que notre conception de ce qu'ils appellent improprement le féminisme est la seule perspective politique qui permettra la réalisation de la totalité des aspirations

des femmes, tout comme celles des hommes car elles se rejoignent, puisqu'aucun n'a intérêt à maintenir un système économique basé sur des rapports sociaux reposant sur les inégalités entre les classes, dont découlent toutes les discriminations dont sont victimes différentes catégories ou minorités parmi la population.

Trotsky - La classe ouvrière — pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes — est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble.

J-C - Alors que dire des pays qui comptent encore des tributs, des éléments en grand nombre ou parfois majoritaires d'un autre âge, dont le mode de pensée est demeuré archaïque ou très élémentaire, sans qu'on est à les juger et encore moins les condamner car cela serait injuste.

Les dirigeants des pays occidentaux voudraient leur imposer leur propre mode de pensée, leur modèle de société et de gouvernance politique, alors qu'ils ne correspondent ni à leur évolution ni au degré de leur développement économique ni aux conditions sociales qui prévalent dans leur population, ni à leurs besoins ou aspirations tels que les masses de ces pays se les représentent ou les expriment. En forçant les autorités des pays dominés ou sous-développés ou pauvres à adopter leurs standards, ils n'ont fait que mécontenter leur population au risque de s'en couper totalement ou de ne plus pouvoir la contrôler, ce qui était déjà le cas en partie.

Les minorités ou les couches hétérogènes de la classe ouvrière sont vulnérables et impuissante tant qu'elles sont divisées, mais dès qu'elles prennent conscience d'être majoritaires, elles deviennent invulnérables et toute puissantes. Quelques brefs exemples locaux et personnels pour l'illustrer.

J'habite dans le même district depuis 14 ans, bien qu'il existe un impôt local ou une taxe d'habitation, je ne l'ai jamais payé. Pourquoi ? Parce que je n'y ai pas pensé, non mais je suis sérieux, c'est vrai. Un jour, je me suis posé la question, j'ai questionné quelques Indiens, aucun ne l'a payait, tous n'en voyaient pas l'utilité, les services de l'Etat ou municipaux sont quasi inexistantes ou on paye déjà l'électricité, très cher, trop cher, alors pourquoi payer une taxe inutile ? Il y a 4 ou 5 ans déjà, les autorités ont voulu imposer le port du casque pour tous les conducteurs et passagers des deux-roues à moteur, personne ou presque n'en porte, trop cher, inconfortable, inutile. La police a dressé des barrages et verbalisé à tour de bras pendant quelque temps, puis voyant que cela ne servait à rien, elle a levé les barrages, la désobéissance civile de masse l'a emportée. Lors de la dictature hygiéniste de 2020, ils n'ont pas pu nous confiner totalement, la résistance de la population était trop grande, comment expliquer le bien-fondé de mesures aussi débiles à une population profondément arriérée encline à traiter les autorités de menteur entre autres ? Résultat, un grand nombre ont emprunté des petites routes pour sortir en contournant les barrages, dans mon village pas une seule personne ne sortit de chez elle avec un masque ou un mouchoir, et seulement quelques personnes se firent "vacciner", victimes du chantage de leurs employeurs. Dès qu'ils apprirent qu'un célèbre acteur tamoul était mort quelques jours après avoir été piqué, plus personne ne voulut se faire injecter ces saloperies. Quelle fut la réaction des autorités ? Aucune, elles avaient toute la population toutes classes confondues contre elles. Et pendant les années suivantes jusqu'à ce lundi 16 décembre 2024, les flics ont cessé de contrôler permis et assurance, en dressant des barrages filtrant sur la route principale menant à la commune la plus proche de chez moi, on n'a jamais revu un flic, disparu, envolé !

En Inde, mais c'est valable pour tous les pays qui ne font pas partie de "*la communauté internationale*", des pays les plus riches, les trois quarts de la planète, les puissances occidentales les ont fortement incité à adopter des lois sur le modèle des leurs, très contraignantes et répressives, sans se rendre compte qu'elles n'étaient pas applicables dans le cas de population pauvre. Comment voudriez-vous qu'un pauvre type qui a déjà du mal à remplir son assiette s'occupe du contenu de sa poubelle, qu'il entretienne son véhicule, alors qu'il a à peine de quoi acheter quelques litres d'essence pour aller travailler et emmener ses gosses à l'école ? Pourquoi devrait-il faire preuve de civisme, alors qu'il se sent méprisé par l'Etat, injustement réduit à la précarité absolue ? S'il reste quelque chose ou quelqu'un, c'est uniquement par peur du gendarme, et encore.

Voilà comment tiennent ces régimes, à défaut de conscience de classe, c'est plutôt le chaos et l'anarchie, l'individualisme effréné ou pour survivre à titre individuel qui permet à ces régimes de se maintenir en place, et non je ne sais quel principe républicain ou démocratique inexistant dont se gargarisent à longueur de temps les occidentaux, qui à côté font figurent de privilégiés.

A ce titre, il faut rectifier, ce n'est pas le monde qui serait pourri, mais plutôt le monde occidental, car chacun à son niveau en profite ou s'en accommode plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, les concepteurs de ces principes, parce qu'ils correspondent à leur niveau de développement économique que ne partagent pas les peuples du reste du monde.

Trotsky - « *Tenir compte* » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les parts ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile.

J-C - Un jour dans une causerie j'avais pratiquement écrit la même chose à la virgule près sans l'avoir jamais lu quelque part, en le découvrant bien plus tard j'en avais été agréablement surpris sans m'attarder là-dessus.

On peut ajouter que les déclarations verbales ou écrites n'engagent en rien ceux qui gouvernent, parce qu'ils sont destinés à passer ou à être remplacés, à disparaître, ce qui ne sera pas forcément le cas de leurs conséquences parfois désastreuses et cruelles pour les peuples, autrement dit, de leurs méfaits.

Quant à ceux qui figurent dans l'opposition, plus particulièrement l'opposition parlementaire, ils s'en lavent les mains qu'elles aient eu ou non des conséquences fâcheuses, puisqu'en n'étant pas au pouvoir, ils pourront les attribuer à ceux qui gouvernent ou refuser d'en porter la responsabilité. Dans l'opposition, quand vous savez que votre parti ne gouvernera jamais, ce qui est le cas de l'extrême gauche, vous pourrez tenir des discours très radicaux, sachant qu'ils ne se transformeront jamais en acte. Ils sont tous pleins de bonnes intentions, et on apprend presque toujours un jour qu'ils n'en étaient pas dignes, en attendant ils en ont berné plus d'un.

En général il ne faut jamais croire ce qu'une personne dit d'elle-même, d'où ma réticence, pour ne pas dire ma répugnance à parler de moi-même, j'y suis un peu obligé compte tenu de la situation dans laquelle je suis placé face à mes lecteurs, je m'en excuse, car je pourrais faire l'objet du même traitement, alors que je suis parfaitement sincère et honnête. Je ne supporte pas davantage l'injustice lorsqu'elle me concerne personnellement, je suis profondément blessé et triste quand on me compare à tous ces salopards qui passent volontairement leur temps à nous tromper.